

La Municipalité condamne l'occupation violente et illégale de la Mairie par les syndicats CGT, CFDT, FO et des élus du PCF Front de gauche

Vendredi 1^{er} septembre 2017, vers 14h, une foule de militants, composée notamment des syndicats CGT, CFDT et FO, accompagnés par des élus du PCF Front de gauche en écharpe, ont soudainement envahi l'Hôtel de Ville, en pleine période d'ouverture au public. Les agents, pris de peur, ont été forcés à se réfugier et à s'enfermer dans leurs bureaux.

Une centaine d'agents syndicaux, réquisitionnés pour l'occasion sur tout le Département et d'ailleurs, se sont pressés sur le parvis de l'Hôtel de Ville, vociférant et mettant la musique à tue-tête, empêchant ainsi le service public de travailler.

Les syndicats ont alors pénétré sur le chantier interdit au public du hall de la Mairie, obligeant ainsi les ouvriers en plein travail à quitter leur chantier. Puis ils se sont introduits brutalement à tous les étages de la Mairie et dans le bureau du Maire, alors en pleine réunion de travail.

Après avoir chassé le Maire de son bureau, les occupants l'ont squatté, se prenant en photo dans le fauteuil du Maire, fouillant dans ses dossiers, et se filmant en direct sur les réseaux sociaux. Les agents ou élus qui n'ont pas eu le temps de retourner à leurs bureaux pour les fermer, les ont retrouvés saccagés voire même pillés selon les premières remontées de la Police et des agents.

Un adjoint au Maire, qui s'était retrouvé quelques instants plus tôt bousculé dans le bureau du Maire, est tombé inconscient sur le parvis et a dû être évacué par les pompiers.

De même, un agent enfermé par peur dans son bureau et faisant un malaise, a dû être sorti avec l'aide de la Police Municipale. Un autre agent, blessé lorsque les syndicats ont forcé l'entrée de son bureau, s'est rendu à l'hôpital.

La Ville a décidé de porter plainte et au regard de cette occupation violente des locaux, sera obligée de solliciter et de payer aux frais du contribuable un huissier de justice pour constater les dégâts occasionnés.

Par ailleurs ces actes risquent de compromettre la réouverture du hall de l'Hôtel de Ville, qui devait avoir lieu dans quelques jours. Rappelons que la Mairie avait fait l'objet d'un incendie en 2015 et que les agents, répartis depuis deux ans sur différents sites de la Ville, allaient enfin retrouver des conditions de travail favorables et les habitants des conditions d'accueil optimales.

Le Maire et la Municipalité condamnent fermement ces agissements inqualifiables sur le symbole de la République à Villejuif, qui plus est avec les encouragements d'élus de la République PCF Front de gauche. Franck Le Bohellec, Maire de Villejuif, « **déplore que les Villejuifois soient, une fois de plus, victimes et pris en otage de ces méthodes dont ils ne voulaient pourtant plus. Jusqu'où iront donc ces personnes dans l'irrespect et l'illégalité ?** », s'interroge le Maire.